



Comité de pilotage

PROCÈS- VERBAL

21 JANVIER 2022

PRÉSIDENTS	Kristian Vanderwaeren (AGD&A) et Abram Op de Beeck (BASF pour la FEB)
SECRÉTAIRE	Bart Engels (Secrétariat du Forum national)
PRÉSENTS	Abram Op de Beeck (BASF pour FEB), Bart Engels (AGD&A), Bert Matthijs (AGD&A), Chris De Clerck (AGD&A), Didier Kinsoen (John Cockerill pour Agoria), Dorothy Cardoen (AGD&A), Jan Van Wesemael (Alfaport - Voka), Jef Hermans (Portmade pour Forward Belgium), Jessy Van Aert (EVONIK pour ESSENSCIA), Kevin Verbelen (Agoria), Kristian Vanderwaeren (AGD&A), Kristof Vranckaert (AGD&A), Kurt Verhaeren (Comeos), Luc Vande Velde-Poelman (AGD&A), Marc Wouters (Total pour la Fédération pétrolière), Werner Rens (AGD&A), Rudi Lodewijks (AGD&A), Sven Van Der Biest (AGD&A), Eline Cuppens (AGD&A)
EXCUSÉS :	Pierre De Borggraef (AGD&A), Liesbet Fransen (AGD&A), Johan Van Dingenen (Nike pour Voka), Joëlle Delvaux (AGD&A)

Point 1 de l'ordre du jour : Points d'action de la réunion précédente

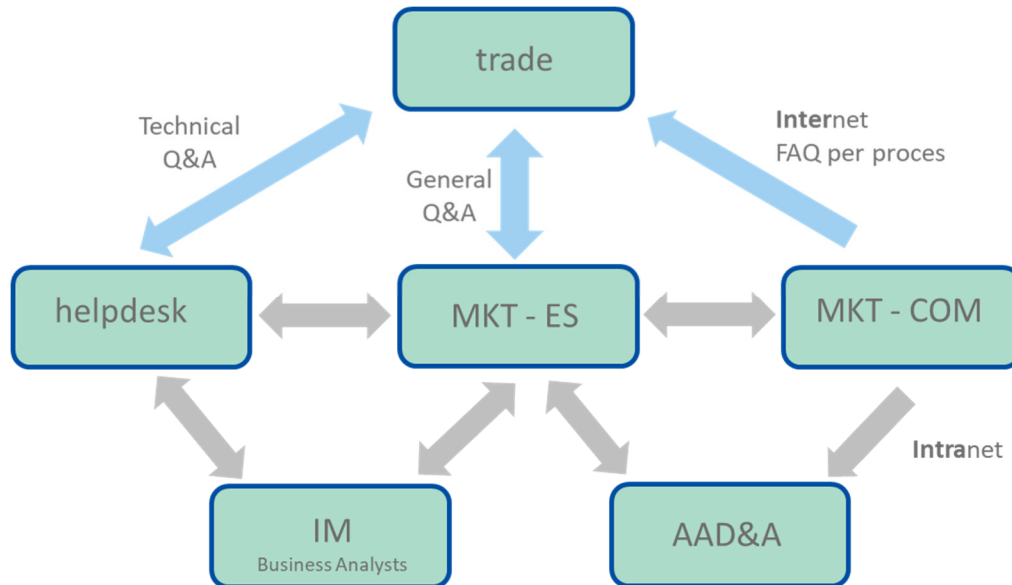
- Session d'information MASP : Voir ci-dessous
- Plan MASP du SPOC : Voir ci-dessous
- Communication, Méthodes de travail, Administration générale des Douanes et Accises (AGD&A), et possibilité d'informer d'abord les opérateurs avant de publier : L'AGD&A est actuellement en train de dresser l'inventaire des processus et des méthodes de travail qui y sont liées, qui seront revus ou développés au cours de l'année à venir. Cet inventaire permet d'analyser les endroits où un impact pourrait se produire sur le fonctionnement des opérateurs. Ceci peut être communiqué. Cela ne comprend aucune communication concernant le contenu de la méthode en elle-même.
- Collecter l'impact des processus sur un composant du site web ? Ficonet ? : Cela doit encore être vérifié avec les services/départements concernés.

Point 2 de l'ordre du jour : État de la situation KIS-SIC

- Rudi Lodewijks (AGD&A) et Eline Cuppens (AGD&A) commentent le lancement de KIS-SIC. Les nom KIS-SIC est l'abréviation de Klanten Informatie Systeem/ Kunden-Informationssystem / Système d'information des clients. Cette application sera disponible pour les utilisateurs externes à partir du 17 janvier 2022 via le portail My Minfin. L'application automatise l'ensemble du processus de délivrance des autorisations de douane et d'accises. Elle centralise et simplifie la gestion des autorisations.
- Dans la première version, vous pouvez soumettre votre demande visant à obtenir une décision « lieu agréé ». Les autres autorisations seront ajoutées progressivement à l'application jusqu'à ce que vous puissiez demander en ligne toutes les autorisations nationales de douane et d'accises . En outre, les opérateurs nationaux peuvent utiliser le portail KIS-SIC pour l'enregistrement EORI.
- À l'avenir, l'Administration générale des Douanes et Accises (AGD&A) prévoit l'ajout d'autres fonctions telles que la cessation d'une demande ou la prolongation d'une autorisation.
- Questions :
 - Quel mandat peut être donné, par qui, et de quelle manière ?
Mentionné sur le portail My Minfin.
 - Différence propriétaire / mandataire
Pour son propre N° BCE : propriétaire, pour un autre N° BCE : Mandataire
 - Une seule personne peut-elle faire une demande? Est-il possible de laisser deux personnes signer?
Les possibilités techniques doivent être vérifiées. Pas prévu pour le moment.
- Veuillez consulter la présentation pour plus d'informations.

Point 3 de l'ordre du jour : Communication MASP

- Session d'information prévue le 25.01.2022.
 - +-400 participants.
- Il est important que les opérateurs utilisent ces informations pour continuer à répertorier l'impact sur leurs processus propres. Si besoin, d'autres sessions d'information peuvent avoir lieu. Toutefois, la capacité disponible doit être prise en compte.
- SPOC : Prévu pour les processus MASP, pour les questions non-techniques (non-helpdesk).
 - Coordination par le biais de Team Economic Support.
 - Contact par e-mail : da.mf.es@minfin.fed.be avec la mention « MASP + PROCESSUS »
 - Les questions sont regroupées dans une FAQ.
 - FLOW :



- Veuillez consulter la présentation pour plus d'informations.

Point 4 de l'ordre du jour : GT Stratégie digitale : MOU

- Le contenu du MoU est fixé par les convenors. « Nettoyage » intégral de la version initiale, avec une représentation des différentes positions pour maintenir la transparence lors des prochaines discussions.
- PROCHAINES ÉTAPES :
 - Composition d'un groupe de travail :
 - CRSNP (1 ou 2 représentants)
 - Trade (1 ou 2 représentants)
 - AGD&A (à déterminer)
 - Comité de pilotage Nafora (à déterminer)
 - Séances de travail pour arriver à une version finale (début en février)

Point 5 de l'ordre du jour : État de la situation GT

- PN/TS – Maritime : [Procès-verbal – ajouter des plan d'action WSC et NL](#)
- SGT Software providers : L'attention est portée sur l'e-globalisation et les processus MASP. Les problèmes techniques peuvent être abordés et examinés ici. Les informations au sujet du MASP relèvent du GT Stratégie numérique. [Procès-verbal](#)

Point 6 de l'ordre du jour : Projet-pilote Transfert IST

L'AGD&A demande aux membres du comité de pilotage (secteur privé) de vérifier si le projet pilote doit être préservé ou s'il sera clôturé avec le PN/TS.

Point 7 de l'ordre du jour : Révision de l'état de la situation de la LGDA

- Échéance : Congé parlementaire 2022
- Le projet de note de l'AGD&A à la fin de ce mois : Aperçu des activités à développer en vue de leur approbation.
 - 4 éléments sont prioritaires : Les sanctions, le pouvoirs d'investigation, le recouvrement des impôts, les mesures non fiscales et la façon de prévoir les sanctions
 - Sanctions :
 - Transparence, prévision d'un chapitre séparé. Mise à jour en fonction des besoins actuels.
 - Compétences du Parquet européen (infractions PIF) : Il existe deux niveaux pour chaque sanction (avec intention/ sans intention)
 - Types de sanctions suffisantes (amende, confiscation, peine d'emprisonnement) ? Faut-il ajouter d'autres formes, comme certaines interdictions ?
 - Compétences d'enquête :
 - Les moyens dont l'AGD&A dispose sont-ils suffisants pour contrer les défis actuels ?
 - Dans quelle mesure la législation a-t-elle évolué sans ajustements de la LGDA ?
 - Recouvrement :
 - Mettre à jour et conformer les possibilités existantes et les corrections éventuelles de la législation.
 - *Tâches non-fiscales* :
 - Pour quelles mesures non fiscales l'AGD&A doit-elle pouvoir intervenir plus sévèrement ?
- Timing : Fin février, les premières conceptions devraient être prêtes , après quoi, une proposition sera développée pour le cabinet du ministre (avril).
- L'étude qui a été menée par l'UA en vue d'une réforme des politiques de sanctions douanières, sera partagée via Nafora.

Point 8 de l'ordre du jour : Dates des prochaines réunions du Comité de pilotage

La prochaine réunion aura lieu le vendredi 25 mars à 13h30.